



ADVENIAT REGNUM TUUM

Dieu protège la France!

Mardi 3 mai - Rog. Invent. de la Ste-Croix

PARIS 2 MAI 1910

La journée

On se prépare activement un peu partout pour le scrutin de ballottage.

L'aviateur Paulhan, de retour à Paris, a été reçu aujourd'hui en un banquet officiel au cours duquel M. Millerand, ministre des Travaux publics, a prononcé un discours en l'honneur de l'aviateur français et de l'amitié franco-anglaise.

Djavid bey, ministre des Finances de Turquie, a donné sa démission à la suite du rejet d'une partie du budget de la famille impériale, mais le grand vizir l'a remis et a décidé de soumettre de nouveau le projet à la Chambre en posant la question de confiance.

Les dépêches officielles de Constantinople confirment que le défilé de Katchanik est défilé.

On a décidé d'envoyer encore des renforts considérables afin d'arriver à une soumission complète des Albanais.

De nouveaux troubles menacent de se produire en Hellé, à la suite de la mort de l'ancien président, le général Nord Alexis.

PAVOISONS!

ILLUMINONS!

le dimanche 8 mai en l'honneur de Jeanne d'Arc

200e MILLE

Petit tract à distribuer à la sortie des offices le jour de l'Ascension.

Prix, 4 franc le mille, port en sus. Un colis postal de 3 kilos (0 fr. 60 en gare, 0 fr. 85 à domicile) en contient 800 exemplaires.

FÊTE DE LA BIENHEUREUSE JEANNE D'ARC, vierge, Office, Messe, Martyrologe.

Sexte latin complet et traduction française à l'usage des prêtres et des fidèles. — Brochure de 40 pages. Prix, 0 fr. 10; port, 0 fr. 05.

PARIS, 5, RUE BAYARD

LES ÉVANGILES

Traduction nouvelle des Augustins de l'Assomption

approuvée par Mgr l'évêque de Nîmes

Édition in-32

Format commode avec 100 illustrations inédites.

Les quatre Évangiles et les Actes des Apôtres, traduction française avec des notes utiles des saints Pères et des auteurs ecclésiastiques.

Édition in-8°

Avec les gravures du P. NATALI gravées à nouveau et texte en gros caractères.

A huit jours de distance

Hier, l'ennemi, c'était le révolutionnaire. Et lui, l'ennemi n'est pas une manière de parler, c'est bel et bien l'ennemi proprement dit, l'ennemi qu'on est prêt à repousser à coups de sabre, l'ennemi contre lequel on mobilise l'armée.

Dimanche prochain, le révolutionnaire sera l'ami, et non pas l'ami du second degré, l'ami pour lequel on se dévoue et l'on se bat au besoin, en tout cas, l'ami pour lequel on vote, l'ami auquel on confie les destinées du pays.

Je ne parle pas des inconséquences de M. Briand, dont l'Humanité reproduit hier une déclaration d'antan, où il disait qu'il fallait que la journée du 1er mai fût une journée révolutionnaire. C'était sans doute pour montrer un jour comment un homme d'Etat prévient les journées révolutionnaires en prenant les mesures propres à les réprimer.

Je ne parle pas de cette inconséquence-là: l'inconséquence, c'est le pour et le contre, le bien et le mal servis tous à tour par le même homme. Hier, c'était le tour du bien. Nous aurions mauvaise grâce à nous en plaindre.

C'était même si satisfaisant que nous voudrions que ce fût toujours le tour du bien; en effet, si toujours cela avait été le tour du bien, si toujours les mêmes instructions avaient été données à la police et aux troupes, combien de vies auraient été épargnées, combien de ruines auraient été évitées, combien de surexcitation auraient été apaisées!

Quatre cents drapeaux rouges n'auraient pas insolentement défilé, place de la Nation, devant le chef de l'Etat. Des établissements industriels n'auraient pas été pillés et brûlés, le lieutenant Latour n'aurait pas été lapidé!

Hier, une manifestation révolutionnaire de cent mille hommes était annoncée, et l'on ne sait jamais ce que devient une manifestation révolutionnaire de cent mille hommes; mais il a suffi que les chefs de la manifestation fussent avertis qu'il existe un gouvernement, responsable du maintien de l'ordre, pour qu'ils contremandaient la manifestation et pour que les familles, heureuses de goûter un jour de repos, remplissent nos rues, nos squares et nos bois de leur bonne et saine gaieté.

Est-ce donc se montrer trop exigeant que demander que hier soit toujours? Il n'est pas même aujourd'hui.

Aujourd'hui, les radicaux, inspirés et conduits par le gouvernement, sont en train de pactiser avec les révolutionnaires pour le scrutin de dimanche prochain. Ils échangeront leurs voix et leurs sièges: — Secourez-nous ici, et nous vous secourrons là. — Nous vous donnerons nos voix dans cette circonscription, si vous nous donnez les vôtres dans cette autre. Dimanche dernier, nous marchions les uns contre les autres, vous étiez un péril; dimanche prochain, nous marcherons la main dans la main, vous serez un bienfait.

Où donc est-elle, cette sécurité stable, à laquelle aspirent tous les bons citoyens, attachés à la prospérité de leur commerce et de leur industrie, épris de la justice et de la liberté, travaillant à maintenir dans le monde le renom de la France?

Où est-elle cette sécurité, quand les radicaux et le gouvernement travaillent à faire entrer en plus grand nombre à la Chambre les révolutionnaires qu'ils repoussent dans la rue?

Le jour n'apparaît-il pas où, de la Chambre, ils descendront dans la rue? N'a-t-on pas déjà entendu un ministre, M. Combes, déclarant qu'il ne pouvait pas se passer d'eux pour gouverner?

En vain la Carmagnole et l'Internationale étalent-elles hurlées à ses oreilles, en vain Hervé mettrait-il le drapeau dans le fumier, en vain la patrie était-elle bafouée, M. Combes ne voyait rien, n'entendait rien... Il ne pouvait pas se passer de révolutionnaires; et les radicaux viennent encore de rééditer son vieux cliché, devenu leur leur: Nous ne connaissons pas d'ennemi à gauche.

Ce n'étaient pourtant pas des amis, et ils étaient bien de gauche, ces hommes contre lesquels vous avez hier mobilisé la troupe — pour les massacrer, dit Jaurès, — non certes, mais pour ne laisser massacrer ni elle, ni les citoyens paisibles.

Les chefs révolutionnaires n'ont pas, aujourd'hui, une bonne presse. Leurs redondances de la semaine sont raillées. On blague volontiers la posture piteuse où elles les ont conduits. En un mot, on est rassuré.

Je ne le suis pas autant, parce que l'énergie montrée hier n'est qu'accidentelle, et l'état permanent, c'est celui de

la pacification avec les révolutionnaires. Cette pacification est la source de leur force; ils y puisent leur puissance. Elle entretient l'inquiétude du pays et légitime les espoirs orléanistes des révolutionnaires et des anarchistes.

Ceux-ci ont perdu la journée d'hier dans la rue. Le gouvernement et les radicaux panosent leur plaie, en s'efforçant de leur faire gagner la journée du 8 mai dans les scrutins.

La fête DE L'INVENTION DE LA SAINTE CROIX

La fête de demain rappelle la puissance et la vertu de la Croix. A cette occasion, et plus que jamais nous en ces jours de lutte, la grande famille des lecteurs de ce journal qui, depuis plus de vingt-cinq ans, arbore, crâne et fier, l'image du signe sacré au-dessus de son front, se réunira à la messe à 8 heures, à l'église de la Rédemption, où sera célébré le service de l'Épiphane.

Le sacre de Mgr Manier

Le Sacre de Mgr Manier aura lieu le 29 juin, à la cathédrale d'Autun.

L'Espagne contre les écoles sans Dieu

Un meeting, auquel assistaient plusieurs milliers de personnes, s'est tenu à Guadalupe. En terminant leurs discours, les orateurs se sont mis sous la protection de N.-D. de Guadalupe, patronne de la ville.

GAZETTE

Les remerciements aux électeurs

Pourquoi, nous demande-t-on, le député blocard Marc Réville, à Montbéliard, fait-il publiquement ses remerciements aux électeurs sur des affiches qui ne portent pas le timbre réglementaire?

Nous ne connaissons pas la raison pour laquelle M. Réville se soustrait à une loi qui est faite pour tout le monde; mais peut-être ignore-t-il que la période électorale est terminée pour les circonscriptions où il n'y a pas de ballottage?

Le F. P. Percin

Le colonel d'Adam, en nous annonçant que c'est le général Percin qui dirigera les grandes manœuvres, trace dans la Petite République, ce portrait qui veut être flatteur: « C'est de cette mission délicate et considérable que le général Percin a été investi, et dont nul mieux que lui ne peut s'acquitter, malgré sa myopie qui l'empêche de bien embrasser le terrain, malgré les progrès de la surdité professionnelle. »

L'esprit du Peau-Rouge

C'était il y a longtemps. Un gouverneur français du Canada, en compagnie d'un chef indien, regardait un jour les gens qui patinaient.

Le gouverneur était converti de lourdes fourrures, mais commençant cependant à trouver pénible son immobilité; le chef indien, lui, ne paraissait nullement souffrir du froid, et pourtant, il n'était qu'à demi-couvert.

— Comment se fait-il, lui demanda le gouverneur, que j'aie froid, moi qui suis couvert de fourrures, alors que toi, qui es à peine couvert, tu n'as pas froid?

— Mais ta figure n'est pas couverte et elle elle n'a pas froid, objecta l'Indien.

Mais ma figure, elle, est habituée, répondit le gouverneur.

Moi, tout figure, répondit laconiquement le sauvage.

C'est le contraire de nos hommes politiques. Ils ont, pour la plupart, mérité tous les reproches sanglants qu'on ne leur a pas ménagés; mais, chez eux, la rougeur ne monte pas à la figure. Eux, tout ventre...

Les taupes

Les taupes, c'est bien le nom qui convient à la bande ténébreuse des francs-maçons, les FF. '., rendant au pays le même service que les taupes à l'agriculture.

initiative individuelle... — lit-on dans le Bulletin du Grand-Orient (1893, p. 457).

N'ayons pas la naïveté de croire que les candidats francs-maçons vont se manger entre eux et que le F. Lafferre, ancien président de la Franc-Maçonnerie, sera combattu par le F. Varone, député battu ailleurs.

La Maçonnerie ne permettra pas au F. Varone de combattre le F. Lafferre.

Mot de la fin

Visite chez un des députés nouvellement élus.

— Monsieur ne reçoit pas, dit le domestique. Il travaille à son prochain grand discours.

A ce moment, un bâillement prolongé retentit dans le cabinet du grand homme.

— Je crois même, fait le visiteur, qu'il est en train de se retirer.

Sépulture religieuse refusée à M. Chevillon

A M. Chevillon, l'ancien député de Marseille qui, il y a quatre ans, se désista en faveur de M. Brisson, l'autorité diocésaine a refusé samedi les obsèques religieuses demandées par la famille.

M. Chevillon, qui participa naguère à l'expropriation d'une maison appartenant à des religieux, n'avait manifesté, avant de mourir, aucun regret de cet acte, pas plus que de ses votes associés lors de la loi expulsant les Congrégations et les dépourillant de leurs biens.

La lutte scolaire

Les « petits exclus »

A Gageac (Dordogne), Mgr l'évêque de Périgueux a voulu pour les sept « petits exclus » une Première Communion plus solennelle, qu'à son lieu d'origine, après une retraite de quatre jours. A l'issue de la messe, presque toute la population, ayant M. le maire à sa tête et M. le chanoine Bouillon de Sigoulès, s'est rendu au presbytère, où après une vibrante allocution de M. l'abbé Barrière, les chers petits exclus ont été décorés par M. l'abbé Seguin, curé de la paroisse, de la médaille de Jeanne d'Arc envoyée par le Peuple Français.

Les A. P. F.

Voici la 6e liste d'A. P. F. pour le département des Côtes-du-Nord, telle que la publie la Semaine religieuse de Saint-Brieuc:

Association des pères de famille (6e liste)

Depuis qu'a paru notre dernière liste, on nous a signalé la constitution de: 1° L'association de Saint-Sauveur et de Saint-Malo de Dinan, toutes les paroisses des deux cantons: Saint-Sauveur de Dinan, Lanvalley, La Vicomte, Léhon, Pleudihen, Saint-Hélen, Saint-Solen, Tressaint, — Saint-Malo de Dinan, Aucelette, Bihouac, Brusville, Caloguen, Le Hinglé, Plouër, Quévert, Saint-Garné, Saint-Samson, Taden, Trévilan, Trévron.

2° L'association de Saint-Alme de Dinan, avec les paroisses: L'Anle, Grâces-Uzel, Merléac, Saint-Hervé, Saint-Théo.

3° L'association paroissiale de Trébréan.

4° L'association paroissiale de Landegan.

Les pères de famille contre les manuels condamnés

Dans un grand nombre de communes en Seine-et-Oise, les pères de famille se sont groupés pour défendre la liberté de conscience. Ils ont, par leur nombre, obtenu la suppression des écoles laïques. Des résultats très consolants ont déjà été obtenus.

A Saint-Cloud, avertie que deux manuels condamnés étaient mis en circulation, les pères de famille ont résolu d'intervenir auprès des instituteurs pour demander le retrait de ces livres.

Le livre n'est pas obligatoire

Sur une demande de M. Canuel, président de l'association des chefs de famille du canton de Percy (Manche), M. Gaudin de Villaine a fait une démarche auprès de MM. Briand et Doumergue, en vue d'apaiser les conflits scolaires. Le président et le ministre ont approuvé l'idée émise par l'honorable sénateur, à savoir: que l'instituteur s'entende directement, sur le retrait ou le maintien des livres incriminés, avec le maire de la commune, représentant officiel de la population. Quant aux expulsions, dit M. Gaudin de Villaine communiquant à M. Canuel le résultat de ses démarches, elles constituent une violation absolue de la loi de 1882. La fréquentation de l'école est obligatoire. Le livre ne l'est pas.

Ceux des mains de qui il faut sauver nos enfants

On communique à un journal blocard: Clermont (Oise), 29 avril.

L'association amicale des instituteurs et institutrices de l'Oise a tenu, au théâtre, son assemblée générale annuelle.

Un mot seulement

Nous nous occupons rarement des notes politico-religieuses publiées presque journalièrement par les Nouvelles qui ont un air officieux de donner la pensée de M. Briand, sans jamais du reste en convenir.

Tortueuses, hypocrites, insidieuses, pétries de malice sous une apparence de libéralisme bienveillant, elles constituent des balcons d'essai et prétendent faire parler les catholiques sans engager personne elles-mêmes.

Ce petit jeu ne mérite, en général, que le silence. La législation néo-sociale ne se passera pas, sans une réglementation nouvelle des cultes et des associations civiles ou religieuses, sans un accord, non pas avec le Vatican (il est fâcheux que les catholiques n'aient aucun motif de l'espérer), mais peut-être avec des évêques français que le gouvernement voudra bien considérer comme engageant leurs collègues, et qui pourront se charger de sous le contrôle de Rome, quelle que soit la rigueur de ce contrôle.

L'affirmation est trop nette pour le négliger et nous devons lui répondre par une affirmation non moins nette que le gouvernement aura raison de vouloir mettre fin à une situation intolérable, mais qu'il ne faut pas se laisser aller à se condamner toujours à ne pas aboutir.

Il n'y a qu'un moyen digne et efficace, c'est d'aller au Chef de l'Église. S'il ne le fait pas, c'est que son prétendu désir de pacification n'est qu'un dupé.

L'article se termine par une déclaration bizarre. L'exclusion de M. l'abbé Gayraud, M. l'abbé Lemire ont donné comme représentant du clergé de France au Parlement et comme l'homme appelé à faire l'œuvre d'équilibre nécessaire.

Nous ne pouvons laisser passer cette affirmation sans faire observer aux Nouveaux qu'elles se font illusion sur le rôle attribué à un candidat dont l'élection n'engage que sa personne et non le clergé de France.

Semaine sociale de Rouen

La date de la VIIe session de la Semaine sociale de Rouen qui doit avoir lieu à Rouen a été définitivement fixée du 1er au 8 août prochain.

Une Commission locale où figurent des personnalités représentant tous les milieux actifs de la Seine-inférieure a été constituée, jeudi dernier, au cours d'une réunion à laquelle MM. Henri Lottin, A. Boissard, et M. Gouin ont pris part.

Le programme des travaux de la Semaine sociale de Rouen est, dès maintenant, arrêté. Il comporte des chapitres de la plus grande actualité et de la plus haute portée.

Défendons-nous

De notre correspondant de Montpellier: M. l'abbé Metzger, curé doyen de Montagnac (Hérault), dans une lettre très digne mais très ferme, répond verbalement au Petit Méridional, l'organe de la Franc-Maçonnerie dans l'Hérault, qui, à propos d'un enterrement civil, avait pris à partie le clergé de cette ville et rapporté des faits de tous points inexacts.

M. l'abbé Metzger donne un démenti formel au journal des Loges et le met au défi de prouver les faits qu'il s'est plu à rapporter.

Mort du général Nord Alexis

On annonce la mort de l'ancien président de la République de Haïti, le général Nord Alexis. La cause de sa mort est inconnue. Ses partisans sont agités et menacent de créer de nouveaux troubles à Haïti.

La fortune du général Nord Alexis revient à deux de ses neveux, dont l'un est à Paris, et l'autre à Haïti.

Le complot révolutionnaire haïtien organisé dans le but de déposer le général Firmin, et de proclamer président le général Firmin, a complètement échoué.

Le général Nord Alexis est arrivé au pouvoir en 1902 sur les bras de ses soldats. Il gouverna la République de Haïti pendant six ans. Durant sa présidence, de nombreux mouvements révolutionnaires se produisirent dans l'île; mais tous furent sévèrement et parfois cruellement réprimés.

Ses ennemis cependant devaient dans la suite être les plus forts. En octobre 1908, une nouvelle révolution éclatait, et deux mois plus tard, le général Simon, président actuel de Haïti, entra dans Port-au-Prince, à la tête des troupes révolutionnaires. Le général Nord Alexis, qui ne dut qu'à l'ouragan intervention du ministre de France à Haïti d'échapper vivant aux révolutionnaires, se retira alors à la Jamaïque, où il vient de mourir.

Crime politique en Russie

Samedi, plusieurs personnes, dont on ignore encore les noms et qualités, se sont approchées d'un agent de police de faction près de la porte Narva, à Saint-Petersbourg, et ont déchargé sur lui leurs revolvers.

nik a duré treize heures. Dourghouf-Chevetk pacha dirigeait en personne les opérations.

Les Albanais, au nombre de 4 000, sous le commandement de deux chefs, furent surpris et cornés. Cependant, ils réussirent finalement à ne frayer un passage à travers les troupes turques, mais leur retraite eut lieu dans le plus grand désordre.

On estime que l'occupation de Kachanik a porté un coup fatal au mouvement insurrectionnel.

La situation est calme à Ipek, à Prichtina et dans les autres villes de la région.

Les difficultés de l'Angleterre en Egypte

L'Inde n'est pas la seule de ses possessions qui donne du fil à retordre à l'Angleterre. L'Egypte se montre à son tour d'une invraisemblable turbulence.

L'Inde n'est pas la seule de ses possessions qui donne du fil à retordre à l'Angleterre. L'Egypte se montre à son tour d'une invraisemblable turbulence.

Un document officiel, le rapport de sir Eldon Gorst que le Foreign Office vient d'établir (sous la cote 5121), permet d'apprécier dans son ensemble une situation qui n'est pas très brillante. Le titre complet est: Rapport sur les progrès faits par les divers départements du gouvernement égyptien et soudanais durant l'année 1909.

Deux faits hors de pair attirent tout d'abord l'attention: c'est le meurtre de Boutros pacha, et le rejet d'une nouvelle convention du canal de Suez par le Legislative Council, espèce d'embryon de Chambre des députés, par laquelle les Anglais libéraux avaient fondé tant d'espérances.

Plus intéressants que ces faits eux-mêmes sont les commentaires et les axes de sir Eldon Gorst.

La cause de tout le mal, dit-il, réside dans la presse nationale indigène. Ses pernicieuses influences de la nature pressurée, est-elle, qui, par ses appels au mépris et à la violence, est devenue responsable de l'assassinat du premier ministre égyptien, le sultan d'Etat indigène que les Égyptiens aient encore possédé. Il déplorait aux nationalistes parce que son concours était légalement acquis à l'administration britannique.

Sa mort ne fut due ni à une rancune particulière, ni à la passion religieuse; ce fut un meurtre purement politique, et l'assassin, lorsqu'on l'interrogea sur les motifs de son acte, ne put que répéter les articles qu'il avait trop bien lus dans les journaux nationalistes sur le compte de Boutros pacha.

L'aveu de sir Eldon Gorst est important à retenir, car pendant un certain temps la presse anglaise garde en sujet de ce redoutable fait-divers, un silence des plus significatifs.

En 1909, on avait bien remis en vigueur une loi sur la presse qui punissait les publications d'articles contenant une excitation au meurtre. Mais, avoué encore sir Eldon Gorst, elle fut appliquée avec une excessive modification. Bien plus: depuis le meurtre, le ton des journaux indigènes est devenu plus agressif que jamais.

Venons-en au Legislative Council. Sa importance politique a été accrue; le majorité de ses débats — aujourd'hui publiés — a été augmentée. Dorénavant, au lieu d'élever d'une façon intermittente, il sera convoqué, d'une façon permanente, au commencement de mai, ce qui le rapproche de nos assemblées délibérantes occidentales. Que est le résultat de tant de condescendance? « La majorité de ses membres, déclare sir Eldon Gorst, se laisse facilement influencer par de turbulents individualités, et leur préoccupation majeure est de ne pas prêter le flanc aux reproches de manque de patriotisme que la presse indigène leur adresse invariablement pour tout appui — même platonique — fourni par eux aux projets gouvernementaux. »

Le résultat de cet état d'esprit fut le rejet des conventions de Suez et aussi le refus de voter les sommes nécessaires à l'aménagement économique du Soudan, dont pourtant l'Egypte dépend en grande partie, notamment en ce qui concerne l'eau. Bref, conclut sir Eldon Gorst, ce qui caractérise cette assemblée, c'est « un manque entier de confiance dans le bon sens du gouvernement », et encore une ignorance considérable, ainsi qu'une complète incapacité d'aborder avec largeur d'esprit les sujets sérieux. Il ajouta encore que, au commencement de mai, ce qui le rapproche de nos assemblées délibérantes occidentales, que est le résultat de tant de condescendance? « La majorité de ses membres, déclare sir Eldon Gorst, se laisse facilement influencer par de turbulents individualités, et leur préoccupation majeure est de ne pas prêter le flanc aux reproches de manque de patriotisme que la presse indigène leur adresse invariablement pour tout appui — même platonique — fourni par eux aux projets gouvernementaux. »

Par ailleurs, la situation de l'Egypte n'est pas mauvaise. Si la récolte de coton a été inférieure, l'ajout de nouveaux fonds de la N. N. est produit de bons conditions, et l'on vient de découvrir sur les bords de la mer Rouge des gisements de pétrole que plusieurs Compagnies sont en train d'étudier.

La « Croix » et la presse étrangère

El Universo de Madrid signale les divers articles de la Croix relatifs aux élections et s'accorde avec elle pour reconnaître un recul de partis avancés.

Le Germania de Berlin reproduit également de larges extraits de ces articles. Si les élections n'ont pas été meilleures, dit-elle, c'est que les instructions du Pape relatives à l'union des catholiques n'ont pas été suivies fidèlement.

A propos de notre article sur les visées allemandes en Perse, le Post, organe officieux de Berlin, après en avoir cité quelques passages, conclut ainsi: « Quel droit restera-t-il donc aux Persans? Ajoutons-nous modestement. La Perse n'est pas un Maroc asiatique. Et nous croyons aussi que le gouvernement français, Pichon en particulier, considère la situation persane, d'une autre manière peut-être moins légèrement, mais avec un souci plus grand de la justice. »

« Quel droit restera-t-il aux Persans? Ajoutons-nous modestement. La Perse n'est pas un Maroc asiatique. Et nous croyons aussi que le gouvernement français, Pichon en particulier, considère la situation persane, d'une autre manière peut-être moins légèrement, mais avec un souci plus grand de la justice. »

« Quel droit restera-t-il aux Persans? Ajoutons-nous modestement. La Perse n'est pas un Maroc asiatique. Et nous croyons aussi que le gouvernement français, Pichon en particulier, considère la situation persane, d'une autre manière peut-être moins légèrement, mais avec un souci plus grand de la justice. »